

MANIFESTE ÉLECTORAL 2024



PRINCIPES ET PROPOSITIONS DU PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE

Les prochaines élections pour le Parlement européen se dérouleront dans des circonstances exceptionnelles. L'Europe étant le continent qui se réchauffe le plus rapidement au monde, l'abandon progressif des combustibles fossiles doit s'accélérer. D'autre part, alors que l'UE dépense des milliards d'euros dans le cadre d'une militarisation sans précédent, de nombreux citoyen.nes européens sont actuellement aux prises avec une crise du coût de la vie. Un retour aux politiques d'austérité néolibérales, qui ont pourtant échoué, est à l'horizon. Enfin, les guerres qui se jouent sur le sol européen et aux alentours occupent tout l'espace médiatique. Autant de raisons pour lesquelles ces élections n'ont rien d'élections de second ordre. Nous appelons tous les citoyens et citoyennes européens, qui constituent la majorité sociale et veulent faire entendre leur voix, à participer et à voter aux élections européennes, pour une Europe démocratique, pacifique, sociale et écologique.

L'extrême droite nationaliste et néo-fasciste, qui gouverne déjà dans certains pays et frappe aux portes du pouvoir dans d'autres, peut et doit être stoppée. La lutte contre le fascisme, quelle que soit sa forme, est un élément essentiel du programme et de l'histoire du Parti de la Gauche Européenne (PGE). Ces idées doivent être combattues et éradiquées de nos sociétés. Cette lutte peut être gagnée si les intérêts des peuples et l'aspiration des européens et européennes à la justice sociale, à la sécurité écologique et à la paix sont placés au centre des décisions politiques.

COMBATTRE LE NÉO-FASCISME

Nos partis sont ancrés dans la lutte contre le fascisme et la guerre. C'est là que nous puisons notre force. Nous nous appuyerons également sur les victoires durement gagnées aujourd'hui, en Amérique latine et partout où les gens se mobilisent pour imposer une vision différente de la société ainsi que pour vaincre la haine et la peur. Nous étendrons ces victoires. Les forces antifascistes et de gauche doivent construire une coopération internationale afin de soutenir et populariser cette vision — et de rejeter l'anticommunisme croissant qui va de pair avec la montée de l'extrême droite. Moins de socialisme signifie plus de fascisme et de barbarie.

NOUS PROPOSONS LES INITIATIVES SUIVANTES :

- Mise en œuvre complète de la résolution du Parlement européen sur la montée de la violence néo-fasciste et interdiction de toutes les organisations ou fondations néo-fascistes et néo-nazies;
- Création d'un centre européen antifasciste de documentation, de recherche scientifique et d'éducation;
- Décréter le 25 avril Journée européenne de la lutte contre le fascisme.



NOTRE VICTOIRE, C'EST LA PAIX!

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons adopter un concept de sécurité élargi qui réponde aux menaces existentielles auxquelles nous sommes confrontés : le changement climatique, la pauvreté et la guerre.

Nous condamnons l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, qui constitue un crime au regard du droit humanitaire international. Les mesures à appliquer immédiatement pour mettre fin à cette guerre sont : un retour à la table des négociations, un cessez-le-feu et le retrait de toutes les troupes russes d'Ukraine. Nous sommes favorables aux négociations de paix. Nous sommes en faveur de sanctions contre le complexe militaro-industriel russe. Nous demandons des sanctions contre le complexe militaro-industriel des Etats-Unis qui soutient l'agression du gouvernement de l'État d'Israël.

Israël doit mettre fin à sa guerre barbare dans la bande de Gaza ainsi qu'à la violence en Cisjordanie. Nous avons condamné le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre. Nous appelons à un cessez-le-feu immédiat, la fourniture d'une aide humanitaire à la population de Gaza ainsi qu'au retrait immédiat d'Israël de tous les territoires qu'elle occupe. Israël doit mettre en œuvre l'arrêt de la Cour internationale de justice, qui l'oblige à s'abstenir de toute action susceptible de conduire à un génocide à Gaza. Pour cette raison, l'UE doit appliquer des sanctions économiques et politiques effectives pour faire pression sur le gouvernement israélien. Nous sommes aux côtés des forces progressistes et de gauche en Israël qui appellent à la fin de la guerre. Le monde ne peut plus tolérer l'oppression systématique des Palestiniens. Le peuple palestinien doit voir garantir son droit à l'autodétermination dans un État indépendant et viable aux côtés d'Israël, dans le respect des frontières de 1967.

Au-delà des souffrances que connaissent l'Ukraine et la Palestine, nous ne devons pas perdre de vue les 22 autres guerres qui se jouent actuellement dans le monde, au Yémen, en Syrie, au Soudan, au Sahara occidental, contre le peuple kurde et ailleurs. Nous vivons une « guerre mondiale par palliers », qui peut rapidement dégénérer en catastrophe nucléaire internationale. L'empêcher est notre tâche la plus importante.

Nous ne voulons pas que l'Europe devienne l'arène d'une nouvelle guerre froide et d'une course aux armements. Nous voulons que l'Europe prenne en charge sa sécurité de manière autonome et indépendante des États-Unis, sur la base du multilatéralisme et du respect du droit international. Nous luttons pour une Europe de la paix et de la solidarité et défendons constamment des solutions diplomatiques aux conflits internationaux. Nous avons besoin d'une nouvelle approche de la sécurité, fondée sur la reconnaissance du fait qu'aucun État ou communauté ne peut être en sécurité tant que les autres ne partagent pas le même niveau de sécurité. Au lieu de militariser l'UE, l'Europe a besoin d'un agenda politique pour la paix, la sécurité et le désarmement.

Nous continuons à nous élever contre l'expansion de l'OTAN et la nouvelle course aux armements en Europe. Le 50ème anniversaire de la Conférence de Helsinki de 1975 sur la sécurité et la coopération (OSCE) est l'occasion de rappeler et de réaffirmer le concept de sécurité commune au sein de la maison européenne. La neutralité et le non-alignement peuvent devenir des modèles pour un ordre de sécurité européenne pacifique.

NOS PROPOSITIONS D'ACTION IMMÉDIATE :

- Intégrer le rejet de la guerre comme instrument de résolution des conflits internationaux aux principes fondamentaux de l'UE;
- Mettre un terme à la course aux armements en Europe : Pas de nouvelles armes nucléaires en Europe. Faire de l'Europe un continent exempt d'armes nucléaires !
- Mettre pleinement en œuvre le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), signer et ratifier le traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) et réduire le pourcentage du PIB consacré aux dépenses militaires;
- Respecter la « clause irlandaise » (articles 24 et 42 du traité sur l'Union européenne) : la politique de sécurité et de défense commune de l'Union « ne doit pas porter atteinte au caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres »;
- Nous soutenons les aspirations du peuple irlandais à réunifier sa nation divisée par le colonialisme britannique;
- Nous appelons à la fin de l'occupation turque de Chypre ainsi qu'à la réunification du pays conformément aux résolutions de l'ONU et à l'acquis de l'Union européenne;
- Nous appelons à la démilitarisation de l'île ainsi qu'au respect de son statut de pays non aligné.

TRANSFORMATION SOCIALE VERS UNE ÉCOLOGIE INTÉGRALE

La Gauche européenne reconnaît l'urgence de la crise climatique et s'engage à transformer l'économie pour qu'elle sorte de la croissance illimitée et de la dépendance aux combustibles fossiles, créant ainsi les conditions d'une transition verte juste, capable de garantir la création d'emplois, une répartition équitable des richesses, des services publics solides et universels ainsi que la propriété publique des biens communs.

Nous devons engager des transformations sociales et économiques significatives afin d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris et d'assurer ainsi à la prochaine génération un avenir durable sur une planète saine. Nous devons promouvoir un nouveau contrat social vert, fondé sur la justice et le respect. Par justice, nous entendons le droit inaliénable de chaque citoyen et citoyenne à vivre dans un environnement propre et sain. Par respect, nous entendons notre obligation minimale envers la nature et les générations futures. Les guerres et la course mondiale aux armements sont des facteurs clés de la crise environnementale. La paix est donc la clé de cette transformation socio-écologique et éco-sociale. La gauche a une conception claire de cette transformation écologique, énergétique et industrielle. Si la technologie jouera un rôle important dans la transition écologique et énergétique, cette transition est avant tout une transformation sociétale de notre mode de production et de consommation, adaptée aux besoins réels de la population et aux limites de la planète. Un changement environnemental radical va de pair avec la lutte pour la justice sociale et la lutte contre la domination du marché, pour une transition juste vers des économies vertes. Les capacités créatives des travailleurs sont la clé pour faire face à la crise écologique et sociale. Nous soutenons la vision des syndicats d'une transition juste, conçue démocratiquement, vers une nouvelle économie numérique et écologique qui ne laisse personne de côté. Aucun travailleur ne doit se retrouver au chômage à cause de la transition écologique et énergétique, dans le même temps que cette transition doit, avec la réduction des emplois nuisibles à l'environnement, conduire à la création de nouveaux emplois, verts. C'est pourquoi nous demandons la mise en place d'importants plans de dépense et d'investissement européens pour que les entreprises et les services publics créent des emplois verts et forment des personnes pour ces emplois. Il est impératif d'atteindre les objectifs climatiques de Paris.

Si le «Pacte vert pour l'Europe» de la Commission européenne s'est donné comme but de lutter contre le changement climatique et d'amorcer un tournant écologique, il est pris au piège d'un cadre de conciliation avec le système de production capitaliste, un cadre qu'il faut dépasser. Un élan plus fort et une perspective différente sont nécessaires. La Gauche vise à contribuer à l'émergence d'un mouvement progressiste dont la vocation première est de vaincre le néolibéralisme et le système capitaliste qui exploite la nature, les femmes et les hommes.

Nous cherchons à modifier la politique agricole commune de l'UE dans le but d'abolir progressivement le système d'allocation des fonds par zone et de réorienter les fonds vers une agriculture durable et respectueuse de l'environnement. L'agriculture durable doit contribuer à l'attractivité des zones rurales, tandis que l'agriculture à forte intensité de main-d'œuvre doit bénéficier directement à ceux qui travaillent la terre, en promouvant un modèle de petites exploitations durables et d'alimentation saine privilégiant les produits en circuit court. La propriété et le contrôle publics des biens et services communs, avec une planification démocratique et participative de l'économie, sont essentiels pour sauver l'humanité et la planète ainsi que pour mettre fin aux inégalités sociales.

Par conséquent, l'autonomie et le leadership des femmes, ainsi que leur accès aux prises de décisions sur un pied d'égalité, constituent un facteur essentiel d'une transition juste.



PROPOSITIONS D'ACTION IMMÉDIATE :

- Faire passer l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne de 55 à 65 % d'ici 2030 et avancer la date de neutralité climatique de l'Union européenne de 2050 à 2035;
- Établir le contrôle et la propriété publics de biens communs tels que l'eau, l'assainissement et les services qui les fournissent; des hydrocarbures et autres sources d'énergie; ainsi que de la production, le transport et la distribution de l'énergie. Renverser le modèle énergétique actuel de l'Union en faveur d'un modèle basé sur la propriété publique des ressources, en ouvrant un canal de financement des municipalités afin d'atteindre la souveraineté énergétique;
- Intégrer des critères de rationalité économique dans la gestion de l'eau, en prenant en considération le recouvrement des coûts, y compris les coûts environnementaux et la valeur de rareté, et en tenant compte des impacts sociaux, environnementaux et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques;
- Établir un modèle de politique agro-écologique pour la politique agricole commune (PAC), un modèle basé sur une agriculture écologiquement durable, garantissant des revenus équitables aux agriculteurs, une alimentation de qualité, la protection des sols et la souveraineté alimentaire ainsi que l'atténuation du changement climatique;
- Mettre en œuvre la directive sur la mobilité durable pour un aménagement durable du territoire, en mettant l'accent sur les transports publics et en s'opposant à la privatisation;
- Créer un Fonds européen pour les services publics, financé à 0 % par la BCE, avec une gouvernance démocratique, pour l'investissement, le recrutement massif et la formation, en particulier dans les secteurs du transport (fret et passagers), de la santé et de l'éducation;
- Pour la transition écologique et sociale de la production des entreprises : modifier la politique bancaire de la BCE : abaisser les taux (jusqu'à 0 %, voire moins) pour les prêts bancaires destinés aux investissements qui réduisent les émissions de carbone et créent de bons emplois; taux élevés, voire taux de pénalité, pour les prêts qui suppriment des emplois, délocalisent ou augmentent les émissions polluantes (CO₂, etc.) ou sont consacrés à la spéculation;
- Démanteler l'économie des SUV par des réglementations garantissant une production automobile neutre en carbone, efficace et respectueuse des usagers de la route. Imposer des taxes égales sur les carburants des avions et des voitures, éliminer les exemptions de taxe CO₂. Interdire les vols en jets privés, donner la priorité aux trains pour les trajets de moins de deux heures et demie, relancer les trains de nuit et étendre les réseaux pour cela. Réduire et contrôler les croisières;
- Intégrer la biodiversité dans toutes les politiques sectorielles, en particulier l'énergie, l'agriculture, la pêche, la sylviculture, les transports, le tourisme et l'aménagement du territoire, en tant qu'élément transversal clé qui devrait contraindre à l'action lorsqu'elle est menacée.

COMBATTRE LA PAUVRETÉ, PAS LES PAUVRES!

Nous ne nous résignerons pas à l'augmentation de la pauvreté en Europe. Nous appelons à l'adoption d'une stratégie intégrée de lutte contre la pauvreté qui s'attaque au problème multidimensionnel de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

La gentrification et le développement rapide de l'économie de plateforme dans l'immobilier et le tourisme privent les citoyens et citoyennes, en particulier les jeunes, de leur droit à un logement décent et abordable. De plus, le nombre actuel de sans-abri est alarmant, alors que des milliers de bâtiments restent désespérément vides, en particulier dans les zones métropolitaines. Un logement décent, abordable et respectueux du climat doit devenir un droit et ne pas être considéré comme une marchandise. Une protection sociale en matière de santé, de retraite et de chômage doit s'appliquer à tous les habitants de l'UE, d'où qu'ils viennent.

Nous prônons l'accès universel, libre et gratuit aux soins ainsi que le renforcement des systèmes de santé publique afin de réduire les inégalités sociales. Les ressources publiques devraient être utilisées seulement pour créer et renforcer les systèmes publics de santé. Nous demandons une sécurité énergétique de base, c'est-à-dire un droit légal de tous les citoyens à un accès gratuit à la quantité d'énergie dont ils ont besoin pour se chauffer et leur vie domestique. Il s'agit d'un droit humain.

L'économie féministe et l'égalité femmes/hommes sont fondamentales pour une économie humaine; elles constituent un élément essentiel de la nouvelle économie humaine, plus juste, que nous visons. Il est temps de reconnaître pleinement le rôle du travail de soin et du lien non rémunéré ou sous-payé. La société doit investir dans des systèmes publics de soins et remédier à la responsabilité disproportionnée des femmes et des jeunes filles à prendre en charge les soins et le lien, en soutenant leur défamiliarisation et en s'attaquant à la pauvreté des femmes. Nous souhaitons construire des services publics modernes, dotés d'un personnel suffisant, débureaucratisés, gérés de manière démocratique et transparente et répondant aux besoins des citoyens et citoyennes. L'UE doit promouvoir les investissements dans les soins de santé, l'éducation, les transports et les télécommunications, qui doivent être gratuits et accessibles.

NOS PROPOSITIONS D'ACTION IMMÉDIATE :

- Inscrire le droit à un logement abordable et décent pour toutes les personnes en Europe dans le droit primaire de l'UE;
- Mettre en œuvre des plans d'investissement nationaux et européens pour le logement public et la reconstruction de l'infrastructure publique; financer des projets de logements sociaux par des autorités nationales ou locales, des promoteurs sans but lucratif et des coopératives par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement (BEI) à un taux d'intérêt de 0 %;
- Adopter une directive européenne obligeant les États membres à introduire des plafonds légaux pour les loyers et à interdire les locations à durée déterminée et les expulsions forcées des résidences principales; renforcement des droits des locataires dans les appartements appartenant à des investisseurs immobiliers. Ces sociétés d'investissement et leurs activités doivent être limitées afin qu'elles ne représentent pas un risque excessif pour les marchés du logement;
- Exempter le financement du logement public des règles du marché intérieur et de la concurrence;
- Créer des structures d'accueil de qualité pour les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées afin d'améliorer la durabilité de la re-génération de manière équitable;
- Adopter une directive européenne qui plafonne les loyers et oblige les autorités locales à fournir des logements aux étudiants et aux apprenants; un cadre réglementaire pour les plateformes de location à court terme dans les grandes zones urbaines, associé à des dépenses publiques et à des fonds européens pour le développement de nouveaux logements;
- Adopter une directive européenne contre les inégalités sociales et les discriminations fondées sur la classe sociale, le genre, l'orientation sexuelle et l'identité ou l'expression de genre, la nationalité, le statut de résidence et les convictions religieuses dans l'éducation;
- Mettre un terme à la privatisation de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche; l'argent public doit être réservé aux institutions publiques;
- Réserver 7 % du PIB de l'UE à l'éducation, à la recherche et à l'innovation;
- Supprimer les tests d'admission et les frais de scolarité (y compris pour les étudiants non européens et non ressortissants de l'UE);
- Octroyer des bourses européennes d'études et de recherche devrait être basé sur des critères sociaux favorisant les échanges européens dans les formations du niveau secondaire au niveau universitaire;
- Assurer l'accès universel et gratuit aux soins et aux systèmes de santé publics, y compris aux services de contraception et à l'avortement sans risque dans l'ensemble de l'UE, garanti par le droit primaire de l'UE;
- Créer un pôle pharmaceutique/médical public européen;
- 2 % du PIB de l'UE pour soutenir la culture;
- Adopter un statut européen de base pour l'intermittence des artistes.

DE L'ARGENT ET DES FONDS POUR LES GENS ET LA PLANÈTE!

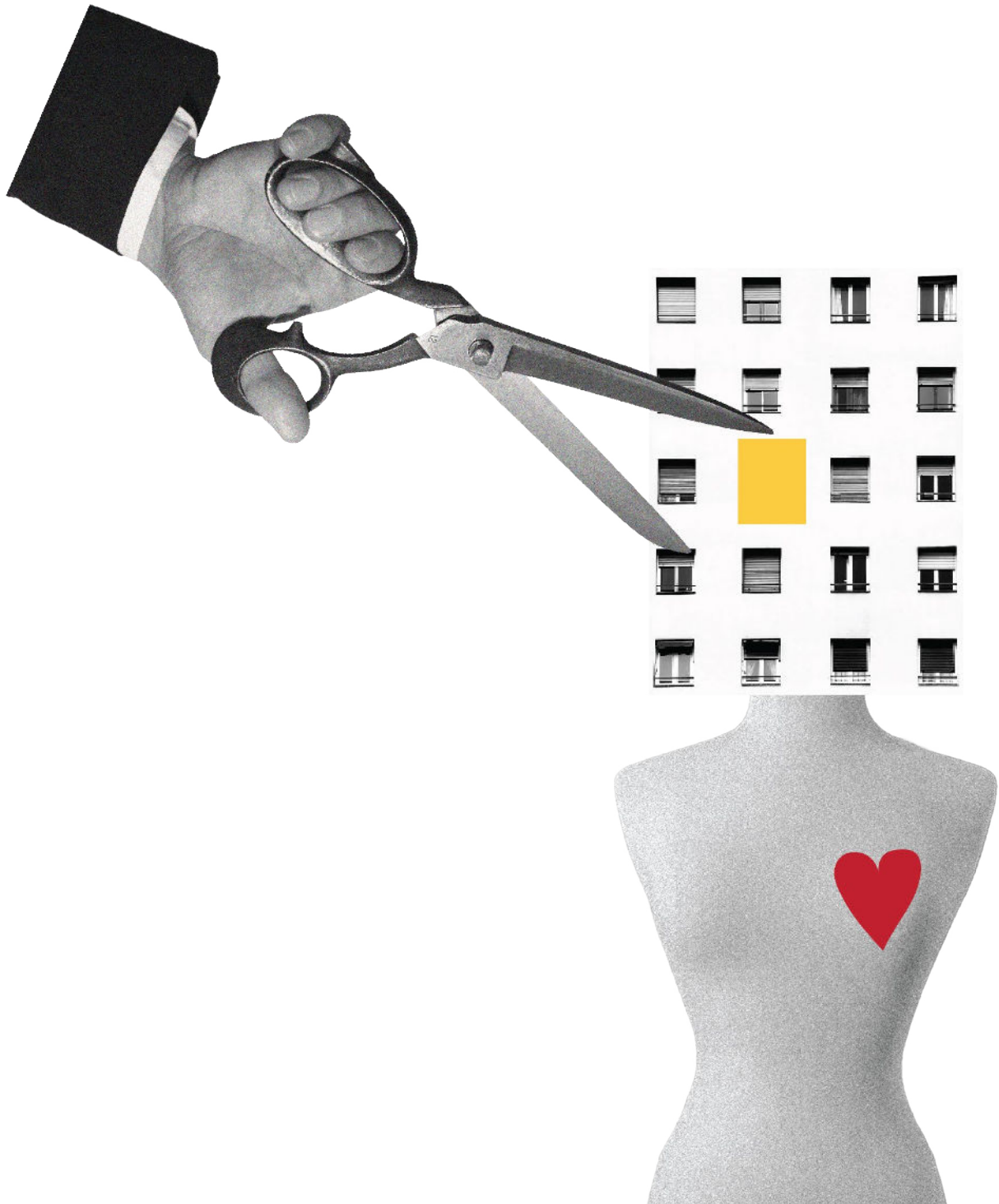
Pour préserver et développer les services publics et permettre une transition juste vers une économie numérique et verte, nous devons d'abord empêcher la réintroduction de l'austérité. Notre priorité, c'est la mise en place d'un plan d'investissement et de dépenses massives massif pour la création d'emplois verts, un plan basé sur la revitalisation des PME et des services publics essentiels, l'économie des soins, ainsi que la transformation de l'industrie, des transports et de l'énergie en fonction des besoins de la population et des limites de la planète.

Pour cela, il faut mobiliser des ressources financières qui dépassent largement le budget de l'UE et le fonds de développement NextGenerationEU. Ces fonds pourraient être mis à disposition si nous parvenons à former une majorité volontaire et progressiste au sein des institutions européennes. Les budgets publics doivent être libérés de l'emprise des marchés financiers. Nous appelons à une redistribution d'une grande partie des 460 milliards d'euros que l'Europe consacre aujourd'hui à l'armement vers des projets de transformation sociale et écologique. Les entreprises du secteur de l'énergie ont tiré d'énormes profits de la hausse des prix due à la guerre en Ukraine, des profits qui doivent revenir à l'ensemble de la société. Nous demandons l'abolition des paradis fiscaux dans l'UE ainsi que l'établissement d'un niveau minimum commun d'imposition des profits et des actifs importants dans l'UE.

NOS PROPOSITIONS D'ACTION IMMÉDIATE

- Abolir le Pacte de stabilité et de croissance et le remplacer par un nouveau pacte axé sur la restructuration sociale et environnementale, autorisant des politiques expansionnistes et anticycliques ;
- Transformer la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR) en un mécanisme permanent de l'UE visant à réduire les inégalités et à promouvoir une croissance économique durable, en mettant l'accent sur le soutien et la modernisation des PME ;
- Mettre en place un impôt européen sur les riches pour financer les investissements essentiels à la réduction de la pauvreté et aux transitions environnementales et sociales. Imposer une taxe exceptionnelle sur les profits excessifs réalisés dans les secteurs de l'énergie et de la guerre, tels que les banques et le secteur de l'armement. Introduire une taxe progressive sur les revenus des plateformes numériques, couvrant les dépenses des entreprises et des partis politiques sur les médias sociaux ;

- Faire de la BCE un instrument qui fournit des financements directs aux États pour renforcer les institutions et les organismes publics, afin de répondre aux besoins en matière de droits, de services publics et de transformation écologique. Nous voulons créer un Fonds européen pour les services publics, financé à 0 % par la BCE, avec une gouvernance démocratique, pour l'investissement, le recrutement massif et la formation, en particulier dans les secteurs du transport (fret et passagers), de la santé, de l'éducation, de la recherche et pour des avancées financières en matière de protection sociale ;
- Modifier la politique bancaire de la BCE : taux d'intérêt abaissés (jusqu'à 0 % ou moins) pour les prêts bancaires destinés aux investissements qui réduisent les émissions de carbone et créent de bons emplois ; taux d'intérêt élevés, voire taux de pénalité, pour les prêts qui suppriment des emplois, délocalisent, augmentent les émissions polluantes (CO2, etc.) ou sont consacrés à la spéculation ;
- Approuver un programme de restructuration de la dette qui inclut la monétisation de la dette publique acquise par la BCE, avec rétrocession des intérêts en échange de conditions sociales, de sorte que les flux supplémentaires résultant de la restructuration soient utilisés pour améliorer la cohésion sociale et les indicateurs de bien-être de la population ainsi que pour promouvoir des politiques de développement durable. Le financement de programmes de dépenses publiques et la création de bons emplois devraient également faire partie des objectifs de la BCE ;
- Taxer les transactions financières et lutter contre l'évasion et la fraude fiscales en dressant une liste précise des paradis fiscaux, y compris au sein de l'UE, et en instituant une retenue à la source sur les revenus des multinationales et des banques. Il faut en finir avec les paradis fiscaux au sein de l'Union européenne !
- Créer un Fonds européen pour le logement social, les services publics et les besoins en matière d'emploi, financé par la création monétaire de la BCE et prêtant aux États, aux municipalités, aux coopératives et aux institutions à but non lucratif à des taux d'intérêt nuls ou très bas. Ce fonds doit être géré avec transparence, une transparence garantie par la participation de la société civile, en particulier des syndicats, des associations de femmes, des associations de locataires et des mouvements écologiques.



TRANSFORMER LE TRAVAIL

Nous voulons construire un front uni de la gauche et du progressisme en Europe, un front capable de modifier les relations de pouvoir actuelles en donnant aux travailleurs et travailleuses et aux syndicats les moyens de façonner la future Union européenne. Nous voulons un nouveau contrat social vert capable de répondre aux défis du 21e siècle et dont l'objectif est de réduire les inégalités. Avec les syndicalistes de gauche, nous avons rédigé 16 revendications qui serviront de base à une action commune.

Notre objectif politique est d'utiliser l'augmentation de la productivité globale du travail pour améliorer la vie des gens, en réduisant leur temps de travail sans perte de salaire, ainsi que de réorienter la production vers les besoins sociaux et environnementaux. L'UE doit s'attaquer à la crise du coût de la vie en augmentant les salaires et les pensions de retraite plus que l'inflation, avec un accent particulier sur l'élimination des inégalités. L'UE doit augmenter les salaires et combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. Pour ce faire, elle a besoin de syndicats forts. Nous soutenons le droit universel de s'organiser, de négocier collectivement et de mener des actions dans les entreprises, y compris des grèves, au niveau européen. Les salarié.es, les travailleurs et travailleuses, la classe ouvrière doivent être munis de nouveaux droits pour devenir des protagonistes de la construction d'une nouvelle Europe socialement juste et écologiquement responsable. La démocratie économique est la clé qui permettra aux travailleurs d'intervenir sur ce qu'ils produisent et comment ils le produisent.

Avec les syndicats, nous œuvrons en faveur d'une transition juste vers une numérisation centrée sur l'humain. Nous devons relever les défis de l'IA d'une manière socialement juste. Les travailleurs ont le droit de participer à la définition des objectifs sociaux et écologiques des entreprises et des services publics. Les travailleurs de l'économie de plateforme doivent être considérés comme des travailleurs. Nous luttons contre le travail précaire ainsi que pour le droit de chaque travailleur à un contrat stable, permanent et à temps plein. La majorité des travailleurs de l'économie des soins et du lien sont des femmes. Avec les syndicats et le mouvement féministe, le PGE s'engage à lutter en faveur d'un travail socialement et financièrement décent pour les femmes.

NOS PROPOSITIONS D'ACTION IMMÉDIATE

- En finir avec les travailleurs et travailleuses pauvres! Une directive européenne sur le revenu de base, obligeant les États membres à garantir légalement à chacun un revenu minimum couvrant les besoins fondamentaux pour une vie décente (alimentation, logement, énergie, accès à la culture, fonds d'urgence, etc.);
- Approbation d'un plan d'emploi garanti dans l'Union européenne, qui se concentrerait sur des programmes de reforestation et de protection de l'environnement, de rénovation des logements et d'efficacité énergétique, de promotion des soins, de formation/emploi pour les chômeurs et d'initiatives d'économie sociale créatrices d'emplois. Il serait financé par le Mécanisme européen de stabilité (MES) et la conditionnalité ne serait liée qu'à la création d'emplois publics de qualité;
- Un cadre juridique européen pour une transition juste dans le monde du travail, par l'anticipation et la gestion du changement sur la base de la négociation collective et de l'implication des syndicats;
- Un règlement européen garantissant le droit légal aux contrats permanents et au travail à temps plein et interdisant les stages non rémunérés. Les droits sociaux et les droits du travail doivent être pleinement appliqués dans le cadre du travail sur plateforme et du télétravail;
- Les travailleurs migrants doivent être accueillis sur un pied d'égalité;
- L'UE doit établir un protocole de progrès social dans le cadre du droit primaire, un protocole qui donne la priorité aux droits des travailleurs et aux droits sociaux sur la liberté du marché unique;
- Modifier la directive sur le temps de travail afin de réduire le nombre d'heures de travail à salaire égal.

RENFORCER LA DÉMOCRATIE DANS L'IA ET L'INNOVATION

Nous saluons la tentative du Parlement européen de réglementer l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) et soutenons l'interdiction de la surveillance biométrique, de la reconnaissance des émotions et de la police prédictive par les systèmes d'IA. Cependant, le projet du Parlement européen se concentre sur une réglementation basée sur le marché et passe ainsi à côté du problème essentiel : le besoin de transparence et de responsabilité (contrôle démocratique et sociétal) de l'innovation technologique concernant ses impacts sociaux et environnementaux.

NOTRE PROPOSITION :

- Une réglementation efficace de l'IA, avec le principe des humains au contrôle, doit être intégrée au droit européen;
- Toute réglementation de l'IA par l'UE doit tenir compte de l'impact de l'IA sur le monde du travail et les systèmes sociaux et exclure les éventuelles utilisations discriminatoires de l'IA ou les systèmes à caractère raciste;
- L'introduction de l'IA dans des domaines à haut risque et les transactions de mégadonnées doit être identifiée et interdite;
- L'utilisation de l'IA dans les systèmes d'armes doit être interdite;
- Une introduction contrôlée de la technologie numérique dans l'éducation doit respecter et améliorer tant le travail que le statut des enseignants, éviter d'exacerber les inégalités sociales et limiter les impacts négatifs sur l'environnement;
- Les services publics et privés se numérisent rapidement. L'ensemble de la population ne pouvant pas suivre le rythme effréné de cette évolution, il existe un risque d'exclusion numérique. Les personnes âgées, les personnes handicapées et tous ceux qui sont dans le besoin doivent se voir garantir un soutien adéquat et l'accès aux équipements nécessaires pour éviter l'exclusion.



LA PERSPECTIVE FÉMINISTE. LES DROITS DE LA FEMME SONT DES DROITS HUMAINS.

Le Parti de la Gauche Européenne considère que le féminisme est fondamental pour construire une Europe de paix, d'autodétermination, de liberté et d'égalité, sans violence à l'égard des femmes. La guerre est l'expression la plus extrême de la violence patriarcale. L'idéal féministe est donc l'antithèse logique de toute forme de militarisme et d'armement. Le féminisme de gauche critique profondément la société capitaliste et patriarcale en proposant une alternative à l'économie fondée sur l'exploitation des êtres humains et de la nature, à savoir une économie fondée sur la vie.

La Gauche Européenne revendique l'égalité des chances pour les femmes. Elle cherche à mettre fin aux inégalités auxquelles sont confrontées les femmes en Europe simplement parce que ce sont des femmes qui travaillent.

Nous dénonçons les écarts de salaires et de pensions qui subsistent entre les hommes et les femmes et nous luttons pour la reconnaissance et la redistribution du travail de soins et de lien, qui repose encore presque exclusivement sur les épaules des femmes. Nous demandons le renforcement du système de soins publics.

Nous nous opposons à toutes les formes d'oppression fondées sur la classe sociale, le genre, l'appartenance ethnique, la couleur de peau, l'identité ou l'expression de genre, l'orientation sexuelle, le handicap et l'âge. C'est cette perspective émancipatrice qui le distingue du féminisme libéral qui prévaut actuellement dans les institutions européennes.

La Gauche Européenne défend le droit des femmes à prendre des décisions autonomes concernant la maternité et leur corps. Elle attend des traités européens qu'ils garantissent le droit à des services de contraception universellement accessibles ainsi qu'à un avortement sûr dans toute l'Europe.

Avec les mouvements féministes, nous luttons contre la violence sexiste et le machisme que les femmes subissent tout au long de leur vie et demandons la mise en place d'un cadre juridique et politique complet pour combattre la violence fondée sur le genre sous toutes ses formes.



NOS PROPOSITIONS D'ACTION IMMÉDIATE CONSISTENT À EXIGER :

- L'adhésion de l'UE à la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique; nous demandons la mise en place d'un cadre politique européen complet afin d'éliminer toutes les violences fondées sur le genre dans l'ensemble des pays européens;
- La reconnaissance du terme «féminicide» dans la législation de l'UE et des États membres et l'adoption d'une définition commune du viol dans l'UE;
- La garantie d'un travail décent pour les femmes — des politiques ciblées pour garantir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes;
- La transposition immédiate de la directive européenne sur l'égalité de rémunération dans la législation nationale de tous les États membres;
- L'augmentation et la garantie des pensions pour les femmes;
- Une directive européenne imposant aux États membres de l'UE de garantir l'accès aux services de soins prénataux et maternels, à la planification familiale volontaire et à l'avortement gratuit, sûr et légal.

POUR LA FIN DE LA DISCRIMINATION ET L'INCLUSION TOTALE DES PERSONNES LGBTQIA+ :

- Nous défendons les droits fondamentaux au mariage et à la parentalité pour tous les couples, et nous nous battons pour que les droits des couples de même sexe et de leurs enfants soient reconnus dans l'ensemble de l'UE;
- Nous plaidons pour la dépathologisation des identités trans et l'autodétermination du genre, ainsi que pour la garantie de la reconnaissance de ces identités et l'accès aux traitements pour le libre développement de ces identités dans l'ensemble de l'UE;
- La reconnaissance légale des identités LGBTQIA+ doit être incluse dans les motifs d'asile;
- Les lois anti-discrimination doivent être promues et le discours de haine doit être défini afin d'être traité efficacement.

LE CODÉVELOPPEMENT AU LIEU DE LA DOMINATION ET L'HÉGÉMONIE NÉO-COLONIALES

Le monde globalisé d'aujourd'hui montre clairement que les antagonismes nationaux et l'isolationnisme européen sont illusoire. La pandémie de Covid-19, qui a fait 6 millions de morts à travers le monde, a souligné la nécessité d'une action internationale face aux crises actuelles. Avec les gouvernements des pays du Sud global, les syndicats, les ONG et les organisations religieuses, le PGE a appelé à une coopération mondiale dans la lutte contre les pandémies et a demandé que les vaccins soient déclarés bien commun de l'humanité.

L'Union européenne doit définir sa place dans le monde multipolaire émergent et promouvoir le non-recours à la force dans les relations internationales. Elle doit promouvoir une coopération entre États souverains fondée sur l'égalité et le renoncement à l'hégémonie. Nous attendons de l'UE qu'elle travaille à la démocratisation des institutions internationales que sont la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et, surtout, l'Organisation des Nations unies (ONU), qui doit abandonner son modèle actuel, qui a été une réponse à la guerre froide du XXe siècle, et le remplacer par un modèle multilatéral qui, entre autres, étend les pouvoirs de l'Assemblée générale au profit de la majorité des États, permet une plus grande participation de la société civile et renforce les agences de l'ONU en augmentant les pouvoirs de l'Assemblée générale dans l'intérêt de la majorité des États. La politique commerciale de l'UE doit surmonter le système néolibéral des accords de libre-échange ainsi que la privatisation des services.

Nous appelons l'UE à rompre avec son style de domination néocoloniale et à relancer ses relations commerciales et financières avec le Sud global sur de nouvelles bases; plus précisément, nous proposons que, dans ses relations avec l'Amérique latine, elle abandonne la logique néolibérale et l'obscurantisme des ALE afin d'établir une coopération d'égal à égal qui soit transparente, durable et, surtout, mutuellement bénéfique. Nous attendons d'elle qu'elle s'oppose à l'utilisation abusive du système financier international comme arme dans la nouvelle guerre froide et qu'elle défende plutôt le multilatéralisme dans ses relations économiques et commerciales, en soutenant la dédollarisation du commerce international et la création d'une monnaie mondiale commune, pour mettre fin à la domination unilatérale du dollar américain, ainsi que la transformation du FMI.

La forteresse Europe mène une guerre contre les migrants et les réfugiés depuis des décennies, avec des milliers de victimes en Méditerranée et le long de la route des Balkans, ainsi que des milliers d'expulsions vers les pays de fuite. Nous voulons mettre fin à Frontex, à l'externalisation des frontières, à la délocalisation des centres de détention vers des pays tiers, au financement de régimes sanguinaires, à la détention administrative des personnes jugées inaptes à rester dans l'UE. Le nouveau Pacte sur la migration et l'asile, signé le 20 décembre 2023, doit être annulé, car il condamne les réfugiés à la détention et, dans la plupart des cas, à l'expulsion. Nous œuvrons en faveur d'une Europe sans cages ni barbelés, qui ne soit pas un mur, mais un pont vers les autres continents et les personnes qui y vivent.

Nous appelons l'UE à fonder sa politique internationale exclusivement sur la Charte des Nations Unies et les résolutions de l'ONU, au lieu de développer des capacités militaires pour des interventions à l'échelle mondiale et de suivre les instructions et les résolutions de l'OTAN.

La politique migratoire de l'UE doit respecter le droit international. Nous soutenons la création de voies de migration sûres, légales et régulières, ainsi que l'amélioration de la protection, des droits et du soutien aux migrants et aux demandeurs d'asile. Si l'UE veut réduire le nombre de réfugiés et de migrants, elle doit devenir un acteur de la promotion de la paix, de la stabilité et du développement durable au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, au lieu de participer à des interventions militaires, d'alimenter les guerres civiles et d'exploiter les ressources naturelles.

NOS PROPOSITIONS D'ACTION IMMÉDIATE :

- Nous appelons à rompre avec la « forteresse Europe » — nous défendons la mise en place de voies d'immigration légales et sûres et nous luttons contre la politique des refoulements illégaux. L'UE doit développer et mettre en œuvre une politique d'immigration et d'asile véritablement européenne, basée sur la coresponsabilité et la solidarité obligatoire entre tous les États membres; une politique migratoire définie par la création de passages sûrs et légaux, afin de lutter contre le vaste trafic d'êtres humains et de mettre un terme aux pertes humaines en Méditerranée; et une politique d'asile qui respecte la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention de Genève sur le statut des réfugiés. Nous demandons l'abrogation de tous les accords et déclarations sur les questions de migration et de réfugiés qui violent ces droits fondamentaux, y compris les accords sur l'externalisation des frontières européennes, ainsi que leur remplacement par un système d'accueil commun dans l'Union européenne, système basé sur des critères de solidarité interterritoriale et de respect des droits des migrants et des réfugiés;
- Nous devons œuvrer afin que le Conseil de l'Europe ? adopte une directive sur la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement entre les personnes, sans distinction de religion ou de croyance, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle;
- Nous demandons l'abolition de l'accord de Dublin et la dissolution de Frontex;
- Nous demandons l'abrogation des accords de libre-échange (ALE) de l'UE avec les pays du Sud global ainsi que leur remplacement par de nouveaux accords internationaux, des traités de maîtrise du commerce et de l'investissement pour le codéveloppement et les biens publics qui respectent la souveraineté industrielle et agricole, le commerce équitable et le développement social et environnemental, en promouvant la consommation de biens produits localement et les circuits de distribution courts. Cela doit se faire de manière indépendante, sans subordonner ces relations aux intérêts géopolitiques des États-Unis et de l'OTAN;
- Nous demandons aux États membres de l'UE d'annuler les dettes des pays du Sud global en lien avec la pandémie de Covid. Un audit public général des dettes illégitimes et forcées doit être mis en place;
- Un Fonds européen pour le co-développement écologique et social, financé par la BCE, doit être créé afin d'établir de nouvelles relations avec les pays du Sud. Les représentants des travailleurs des pays concernés doivent pouvoir y participer;

- Nous demandons à l'UE de s'engager sur une émission pluriannuelle immédiate et massive de DTS (Droits de Tirage Spéciaux) pour la transition écologique et la réponse à la crise sociale, alloués en fonction des besoins de chaque pays, ainsi que sur une refonte des droits de vote au sein du FMI, basés à la fois sur le PIB des pays et sur le poids de leur population dans le monde ;
- Le monde doit reconnaître le danger qui menace le peuple arménien. Nous demandons l'annulation du contrat gazier entre l'UE et l'Azerbaïdjan. L'argument énergétique ne doit pas être un argument contre les droits humains fondamentaux du peuple arménien ;
- Dans la lignée du vote annuel de l'Assemblée générale des Nations unies au cours des 30 dernières années, nous demandons à l'UE de prendre des mesures contre l'embargo économique, financier et commercial des États-Unis à l'encontre de Cuba ainsi que contre son application extraterritoriale, et nous l'encourageons à retirer immédiatement Cuba de la liste des pays qui encouragent le terrorisme ;
- L'UE doit demander au régime répressif de la Turquie de mettre fin à son agression contre le peuple kurde. Elle doit condamner l'occupation du Sahara occidental par le Maroc, ses attaques et ses violations des droits de l'homme à l'encontre du peuple sahraoui ainsi que ses agressions militaires contre les territoires libérés par le Front Polisario et les camps de réfugiés sahraouis à Tindouf. En outre, elle doit soutenir un référendum d'autodétermination pour le peuple sahraoui conformément aux résolutions de l'ONU ;
- Les négociations euro-turques pour la révision de l'Union douanière doivent servir de moyen de pression sur la Turquie afin que la Grèce et la Turquie déposent un recours conjoint sur les questions du plateau continental et de la ZEE devant la Cour internationale de justice.

OSONS LA DÉMOCRATIE!

Nous sommes en faveur d'un débat public approfondi, impliquant les parlements nationaux, le Parlement européen et la société civile, sur l'avenir de l'UE.

La récente «Conférence sur l'avenir de l'Europe» s'est conclue par un appel à la révision du traité européen dans le sens de la participation démocratique, de la transparence, de la responsabilité et de la cohésion sociale.

Nous nous battons pour une nouvelle UE, qui donne la priorité à une économie écologiquement durable, à l'emploi, à l'État-providence, à l'élimination des disparités économiques et sociales entre les régions européennes ainsi qu'à l'égalité entre les hommes et les femmes — plutôt qu'au marché unique et à la soi-disant «stabilité monétaire».

Nous continuons notre combat pour surmonter la crise de l'UE et pour construire une union véritablement démocratique des peuples européens.

Bien que nous nous battions pour des réformes à partir du cadre juridique de l'UE, nous pensons que les traités actuels de l'UE font obstacle à une transformation sociale et écologique radicale ainsi qu'à une souveraineté effective et démocratique des peuples. Nous appelons donc à une refondation indépendante, solidaire, participative et démocratique de l'UE.

L'État de droit, les droits des femmes et la démocratie sont des valeurs qui doivent s'appliquer et être mises en œuvre dans l'ensemble de l'UE. De même, nous défendons le droit des parlements et des gouvernements des États membres à rejeter les mesures antisociales et néolibérales qui leur sont imposées.

La nouvelle UE doit respecter l'autodétermination souveraine des peuples européens, qui coopèrent entre eux sur un pied d'égalité. Les domaines politiques de compétence partagée doivent être démocratisés, le Parlement européen élu au suffrage universel direct et les parlements nationaux jouant un rôle central. Nous reconnaissons également l'existence et les droits des peuples sans État.

L'Europe ne se résume pas à l'UE. La sécurité et la coopération européennes nécessitent le renforcement d'institutions paneuropéennes telles que le Conseil de l'Europe et l'OSCE.

L'UE a défini des critères clairs pour sa politique d'élargissement, des critères qui ne doivent pas être édulcorés : les États ne peuvent devenir membres de l'UE que s'ils respectent les droits de l'homme, l'État de droit et les droits sociaux et politiques de leurs populations, y compris les minorités. L'élargissement ne doit pas être un instrument permettant de creuser les fractures en Europe et d'accroître les tensions militaires. Il ne doit pas assigner aux pays candidats le rôle de fournisseurs de matières premières, de produits agricoles et de main-d'œuvre bon marché, comme c'est pourtant le cas aujourd'hui. Cela n'est bon ni pour les travailleurs des pays candidats à l'adhésion ni pour ceux des États membres. En revanche, il doit se concentrer sur la sauvegarde de la démocratie et de l'État de droit ainsi que sur le renforcement de la cohésion sociale dans les pays candidats et les États membres.

Nous pensons que le droit de suffrage universel peut permettre aux immigrants de participer activement à la vie collective, et que le droit de vote à partir de 16 ans peut être un premier pas vers le renforcement de la démocratie et de la participation.

NOS POSITIONS :

- Les nouveaux traités doivent définir les valeurs antifascistes et antinazies en tant que fondements de l'Union ;
- Le Parlement européen, élu au suffrage universel direct, doit avoir le droit de mettre sur pied la législation, de proposer des lois, d'élire la Commission européenne, de proposer et de décider du budget de l'UE et de contrôler les activités de la Banque centrale européenne ;
- Tant que le Parlement européen n'aura pas de compétence en matière de politique étrangère et de sécurité commune, nous rejetterons l'abolition du principe d'unanimité au sein du Conseil européen dans ces matières ;
- Nous soutenons les aspirations des Irlandais à réunifier leur nation divisée par le colonialisme britannique.

NOTRE PARTI ENTEND ÊTRE L'INSTRUMENT D'UNE NOUVELLE UNITÉ DE LA GAUCHE EN EUROPE, AU-DELÀ DES CLIVAGES PARTISANS, EN TRAVAILLANT À LA CONVERGENCE ET À L'ACTION COMMUNE DE TOUTES LES FORCES PROGRESSISTES ET VERTES. NOUS SOUMETTONS NOTRE MANIFESTE ÉLECTORAL À LA DISCUSSION ET AU DÉBAT POUR TOUS CEUX ET TOUTES CELLES QUI SOUHAITENT OEUVRER EN FAVEUR D'UNE EUROPE DÉMOCRATIQUE, JUSTE, FÉMINISTE ET ÉCOLOGIQUE BASÉE SUR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

VOTEZ POUR LES PARTIS MEMBRES, OBSERVATEURS ET PARTENAIRES DU PGE !





 **EuropeanLEFT**

The logo for the European Left, featuring a white five-pointed star with a yellow circle of stars at its base, followed by the text "EuropeanLEFT" in white.